

## Syrie : Quelle présence militaire française pour quelles ambitions politiques?

Publié dans le [numéro 40 de la Lettre M](#).

Dès le déclenchement du conflit syrien, la France a choisi de soutenir le camp anti-Assad. Ce choix, diamétralement opposé à la politique d'ouverture menée jusque-là en direction de Damas, s'imposait aux Français qui y voyaient un équilibre prometteur entre leurs [valeurs, leurs alliances et leurs intérêts](#). Avec des alliés peu déterminés et qui, surtout, ne partagent pas les mêmes priorités en Syrie, la France a vu, impuissante, s'effondrer sa stratégie syrienne. Sept ans après, la France est dépassée et marginalisée sur la scène syrienne. [Comment pourrait-elle rebondir](#) et revenir dans le jeu, maintenant que la réhabilitation du régime Assad est en marche ?

Paradoxalement, la décision américaine de se retirer de Syrie pourrait offrir à la France l'occasion de s'accrocher davantage à sa présence dans ce pays. Cette décision doit encore être confirmée. Elle doit aussi être formalisée par des arrangements entre Washington et différents acteurs pour garantir trois objectifs : éliminer définitivement Daech, empêcher l'Iran de remplir le vide créé par ce retrait et protéger les alliés kurdes. Trois objectifs que visent également les Français et qu'ils pourraient aider à atteindre.

Encore faut-il convaincre les Etats-Unis dont on doute publiquement de la « fiabilité » en tant qu'allié, et la Russie, victorieuse en Syrie et avec laquelle on tient un dialogue pour le moins vain et distant, de l'utilité d'un rôle pour la France sur ce dossier. Les partenaires arabes de la France, qui décident, contraints et devant le fait accompli, de revenir en Syrie, pourraient favoriser une telle présence française s'ils y trouvaient leur intérêt.

### Retrait américain et contrôle russe

L'annonce par le Président Donald Trump du retrait des forces américaines de Syrie, progressif et en coordination avec la Turquie, ne signifie pas la suspension immédiate des opérations de la coalition internationale contre l'Etat Islamique. Il ne traduit pas un désengagement américain du Moyen-Orient non plus. Pas pour le moment encore, loin de là. Les forces américaines s'installent même dans l'Anbar, en Irak où s'est rendu le couple présidentiel le 26 Décembre pour célébrer Noël avec les troupes américaines, et où ces forces disposent désormais de deux nouvelles bases près de la frontière syrienne.

Surtout, l'administration Trump ne désespère pas d'implémenter son projet d'alliance stratégique régionale, *Middle East Strategic Alliance*, avec un rôle central promis aux Saoudiens, aux Emiratis et aux Egyptiens. MESA permettrait aux Etats-Unis d'alléger éventuellement leur présence directe au Moyen-Orient dans un cadre stratégique revu et corrigé en fonction des nouvelles données géopolitiques régionales et des priorités américaines. Même si, en se retirant de Syrie, Trump soulage la Russie qui en prend pratiquement le contrôle, au risque de regretter ultérieurement sa décision motivée, aussi, par des considérations électorales.

Dans son ensemble, le Moyen-Orient reste important pour les Etats-Unis, mais cette importance doit être désormais relativisée. Les priorités américaines sont ailleurs, et les alliés de Washington ont du mal à l'admettre.

## **Les Forces françaises en Syrie : rester ou partir ?**

Dans l'immédiat, cela ne change pas grand-chose sur le terrain syrien pour les dizaines de militaires français déployés, aux côtés des Kurdes. Sauf qu'ils pourraient se retrouver dans une situation encore plus inconfortable qu'avant, en l'absence surtout de projet politique français en Syrie. Dans ce contexte, seuls les Kurdes souhaitent, pour le moment, le maintien des soldats français et l'élargissement de l'engagement de la France sur cette zone en particulier. Autant dire qu'ils sont désespérés. Ils le sont d'ailleurs jusqu'à solliciter la protection du régime syrien qui dispose désormais de forces sur la zone.

Aujourd'hui, autour de Manbij et « face » aux Turcs et à leurs milices locales, cohabitent tant bien que mal l'Armée syrienne, les forces russes (qui vont coordonner davantage leurs opérations sur zone avec les Turcs après le retrait des forces américaines), les Kurdes et leurs alliés locaux, les troupes américaines et françaises.

Mais, avec l'annonce du retrait des forces américaines, les militaires français doivent-ils rester en Syrie ou s'en retirer à leur tour ? Quelle présence militaire française pour quelles missions ? Quelles missions et quels moyens militaires, économiques, politiques, diplomatiques, pour quel projet et pour quelles ambitions en Syrie ?

En Syrie, les unités des Forces spéciales françaises, dont l'une des missions immédiates est de traquer les djihadistes francophones, partagent ce terrain miné avec

- un Etat Islamique affaibli mais toujours combatif,
- un régime syrien enhardi et convaincu de sa capacité à restaurer son autorité sur l'ensemble du territoire national,
- une Armée Libre de Syrie récupérée par les Turcs et hostile désormais ouvertement à la présence française,
- une Turquie menaçante à leur égard, des Iraniens et leurs milices affiliées remontés par une impression d'invincibilité malgré les pressions israéliennes grandissantes,
- une Russie qui bénéficie d'une position dominante quasi-monopolistique dans le jeu syrien,
- des Kurdes tiraillés entre leur volonté de s'affranchir de Damas et leur besoin de protection face à la Turquie.

En Syrie, il y a aussi les Israéliens, toujours obsédés par la progression iranienne au Proche-Orient, et les Américains, toujours aussi engagés militairement sur l'ensemble de la région, et qui sont loin d'avoir déserté la scène syrienne même s'ils sont en mode retrait. Les premiers multiplient les interventions directes, sans *boots on the ground*, et les seconds en retirent leurs hommes sans exclure d'y intervenir à tout moment à partir de l'Irak voisin ou d'ailleurs.

## **Quels alliés pour quel projet politique ?**

La France et son allié américain dont Emmanuel Macron doute désormais de la « fiabilité », ont « une divergence d'analyse » comme le dit la Ministre des Armées Florence Parly. « La lutte contre le terrorisme est une priorité » pour la France qui reconnaît que même s'il est « plus affaibli que jamais » et qu'il a perdu « plus de 90% de son territoire », Daech doit encore « être vaincu militairement de manière définitive ». Pour le gouvernement français, dont la Ministre des Armées recentre officiellement ses objectifs en Syrie au profit de la seule éradication de Daech, il s'agit maintenant d'organiser le maintien de cet engagement militaire sur le terrain.

S'il est question uniquement de guerre contre Daech, ce serait un objectif commun à tous les autres acteurs cités précédemment, y compris les Etats-Unis qui décident, en annonçant leur retrait de Syrie, de rester focalisé sur la destruction définitive de l'Etat Islamique mais autrement. Les Américains pour lesquels la lutte contre le terrorisme est une priorité, tout comme pour la France, ne partagent pas avec Paris et les autres capitales européennes leur intérêt géopolitique pour la Syrie. Ils pourraient ainsi poursuivre leur guerre contre l'EI, y compris en Syrie, par d'autres moyens : à partir d'autres plateformes voisines, et en déléguant aussi à d'autres acteurs plus engagés sur le terrain. La présence militaire française, aussi modeste soit-elle, devrait alors servir cet objectif commun à l'ensemble des forces engagées en Syrie. Mais est-ce le cas réellement ?

L'ancien Président François Hollande, qui n'a pas douté de la « fiabilité » de l'allié américain lorsque l'ancien Président Barack Obama lui a fait faux bond en Syrie, avait de grandes ambitions politiques pour les Syriens et de grandes ambitions géopolitiques pour la France. Le Président Emmanuel Macron [revoit ces ambitions à la baisse](#), et pour les Syriens et pour la France. Même lorsque les diplomates français entonnent toujours le refrain d'un règlement politique à la crise qui prévoirait le départ d'Assad du pouvoir, l'Elysée, qui encourage cette rhétorique, paraît en réalité bien plus pragmatique et tolérant à l'égard d'une possible survie du régime.

Et lorsque le camp adverse, hétéroclite, agit de concert pour neutraliser progressivement l'influence occidentale en Syrie, le Président français s'attache à la présence politique de la France et à son influence au Levant et ne désespère pas de ramener son pays dans le jeu géopolitique. Macron, qui devrait se rendre en 2019 au Liban et en Irak, ainsi qu'en Egypte et dans d'autres pays de la région, pense à la reconstruction de la Syrie, en plus d'autres enjeux plus pressants : la lutte contre le terrorisme, la stabilisation du bassin oriental de la Méditerranée si proche de l'Europe, la gestion de la crise migratoire provoquée par la guerre en Syrie.

Surtout, il tente d'anticiper les renversements d'alliances en cours au Levant et au Proche-Orient, avec l'espoir de sauver la place de la France dans la partie qui s'y joue actuellement.

Justement, les principaux partenaires arabes de la France, engagés en Syrie, entendre l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis (qui viennent de rouvrir leur ambassade à Damas) et l'Egypte principalement, ont du mal encore aujourd'hui à interpréter le désengagement, pourtant maintes fois annoncé, de Washington de la scène syrienne. Ils risquent d'y voir surtout une nouvelle concession faite à la Turquie et à l'Iran, par un Trump qui fait de l'Obama, et une consécration de la stratégie syrienne de la Russie. Même s'ils peuvent penser à un simple redéploiement des forces américaines sur la zone Irak-Syrie, le doute s'installe dans leurs esprits échaudés par les récentes expériences.

Poursuivre la guerre contre Daech, dans le cadre de la coalition internationale et aux côtés de la France entre autres partenaires, contribuer financièrement et logistiquement peut-être à la stabilisation de la zone kurde face à la Turquie, faire miroiter une possible réhabilitation arabe du régime syrien et une contribution future à l'effort de reconstruction : Saoudiens, Emiratis et Egyptiens évaluent toutes ces possibilités actuellement, avec comme objectif, partagé avec la France, de ne pas se retrouver hors-jeu au Levant et d'avoir finalement cédé à la double offensive turque et iranienne au Proche-Orient.

Pour contenir cette double offensive, encouragée par la nouvelle posture russe et par le repli des forces américaines de Syrie, ils ont besoin d'alliés : sont-ils convaincus d'une telle alliance avec la France, faute de pouvoir garantir une présence américaine durable sur ce dossier sensible ?

En Syrie, et au Levant, la France a intérêt, et peut-être qu'elle n'a pas le choix d'ailleurs, à s'allier avec Riyad, Abou Dhabi et Le Caire, et à parler davantage avec Moscou. Avec ses partenaires européens, ceux notamment concernés par la stabilité de la Méditerranée orientale et du Levant tout proche, et en contact avec Ankara et Téhéran, Paris pourrait proposer à ses alliés arabes une stratégie syrienne commune. Les Saoudiens, les Emiratis et les Egyptiens encourageraient-ils une telle initiative française ? Y adhèreraient-ils, par défaut ? Les Américains, qui les engagent à assumer le coût, économique et politique, de la reconstruction en Syrie, ne s'y opposeraient pas. Ni les Russes d'ailleurs, qui chercheraient aussitôt à exploiter, en Syrie et sur d'autres dossiers aussi, cette triple opportunité qu'offre le départ des forces américaines, le refus de la France de sortir du Levant, et la détermination des Arabes à revenir à Damas.

Mais n'est-ce pas pour accompagner le retour du camp arabo-sunnite en Syrie, ou celui de la Syrie dans le camp arabe, que la France s'associerait à ses alliés saoudiens, émiratis et égyptiens au Levant ? Cela ne risquerait-il pas de l'opposer à l'Iran et à la Turquie sur le terrain syrien ? Assumerait-elle cette prise de position pro-arabe face à l'Iran et à la Turquie ? La France s'était alliée au camp arabo-sunnite pour renverser Assad. Le ferait-elle aujourd'hui pour le défendre, pratiquement ?

Pour sortir de son isolement en Syrie, la France, tant qu'elle y voit un enjeu géopolitique majeur, pourrait proposer son projet syrien à ses alliés arabes ou adhérer, à nouveau, au leur. Ces derniers pourraient jouer le jeu de la France, ou non. Pour Damas, le retour des Arabes constitue un objectif stratégique, pas forcément celui de la France. L'attitude des Russes, maîtres du jeu en Syrie, et les Iraniens qui constituent la motivation première de ce retour arabe, à l'égard d'une éventuelle initiative française serait déterminante. Pour ramener la France dans le jeu en Syrie, il faudrait que soient conclus une série d'arrangements bien loin de la scène syrienne, et en premier lieu peut-être avec la Russie. Comme le dit si bien le Président Emmanuel Macron, l'allié se doit d'être fiable, avant toute chose. Cela est valable pour la France aussi.